

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée

3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



Stop aux dérives des activistes

7

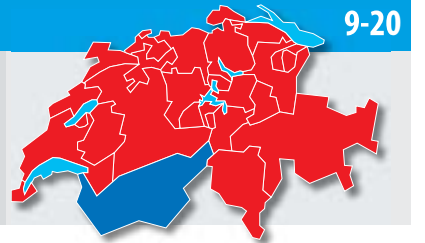
La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton du Valais

9-20

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Candidat au Conseil des États

Jean-Luc Addor

Pour un avenir sûr et libre !

Liste 16



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO₂, mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrions faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Ador**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34 % du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67 %. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1 % du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC !

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa

conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch,

www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, « hamac social » compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrants illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a profondément changé la situation de la population suisse dans plusieurs domaines

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

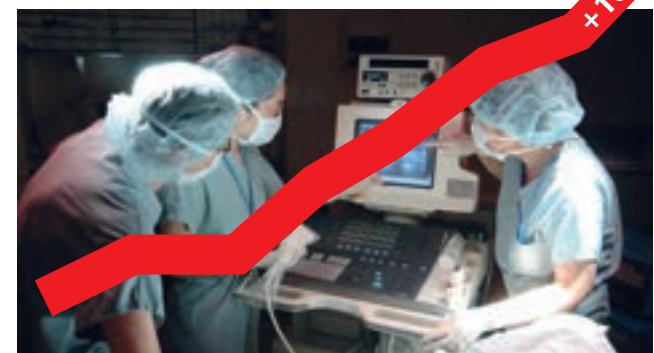
Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

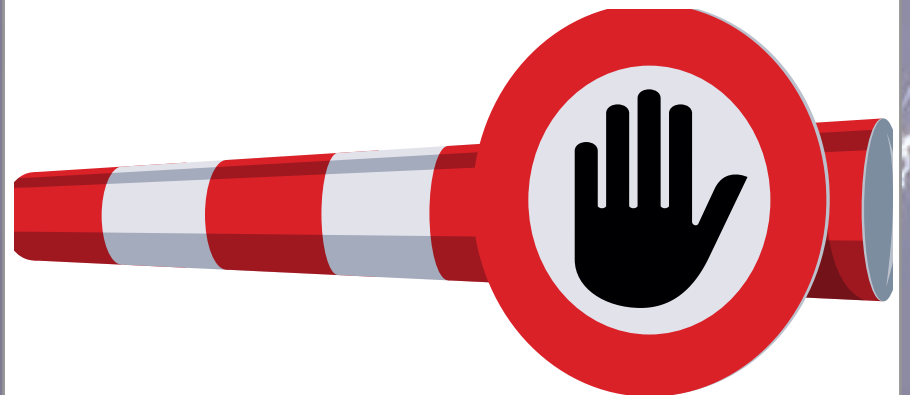
Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Explosion des coûts sociaux

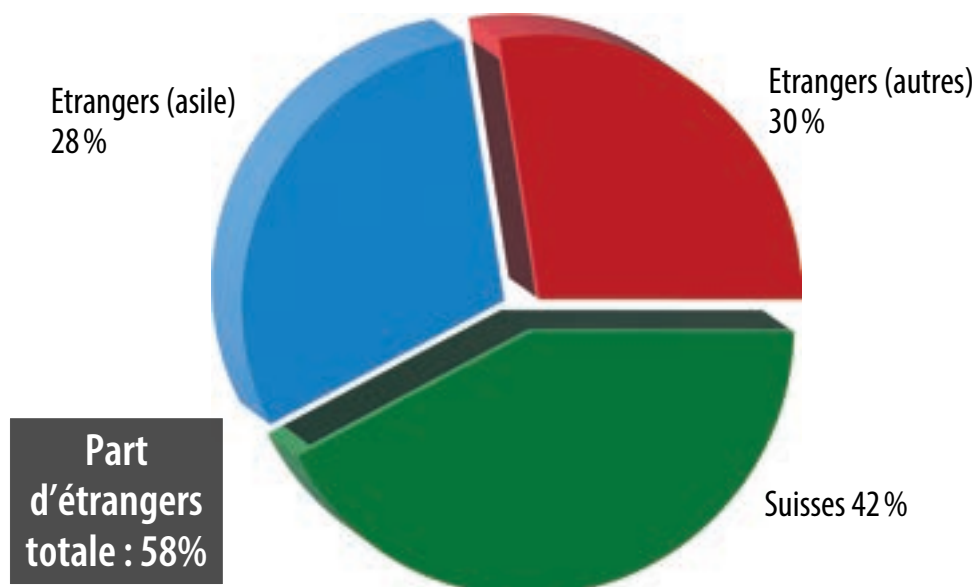
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

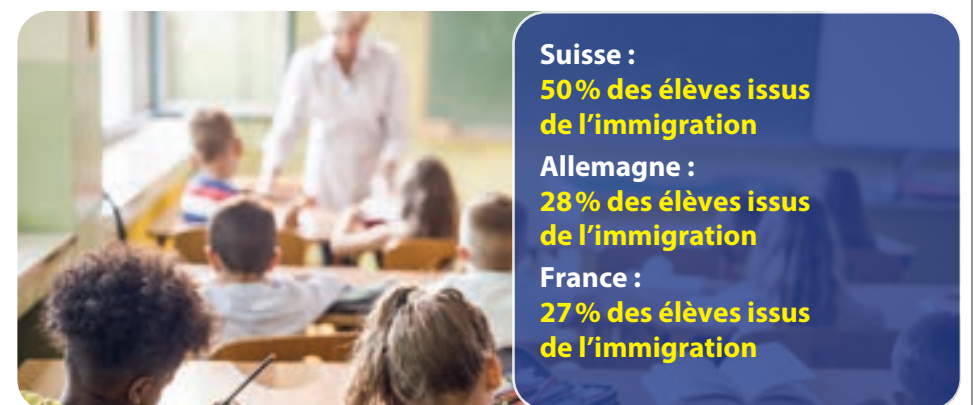
Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Les in

Les heures en l'espace prend aux sur les car la gauche routes. Dan de l'immigr



Source: OFRO

30 années a considérablement péjoré presque tous les domaines :

Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord.

Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

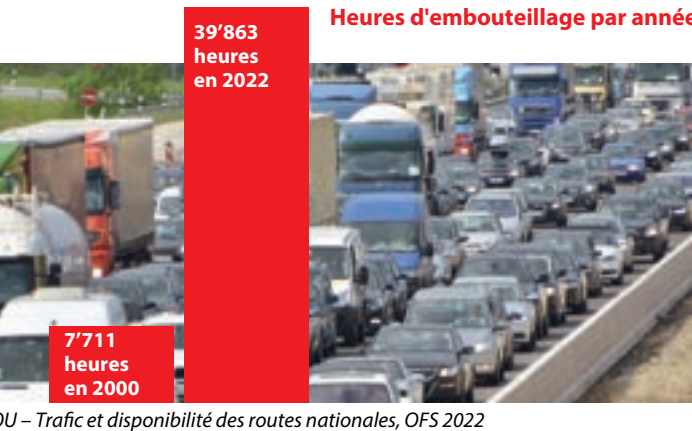
Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Une étude de l'université de Zurich, publiée en septembre 2022, montre que les agressions sexuelles sur les filles dans les classes de secondaire B ont massivement augmenté. Selon le quotidien 20 Minutes, l'auteur de l'étude, Denis Ribeaud, suppose que l'augmentation de la violence est également liée à la forte proportion d'immigrés dans les classes du secondaire B. "Le manque de mixité joue sans aucun doute un rôle", a également déclaré M. Ribeaud dans une interview accordée à la SonntagsZeitung. "Lorsque les normes à caractère patriarcal dominant dans une école, comme c'est souvent le cas dans les milieux immigrés, certaines attitudes vont de pair".

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Berne fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :



Infrastructures sont asphyxiées

Le trafic d'embouteillage sur les routes ont été multipliés par cinq de 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en fait pour les automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment pour les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison d'une planification démesurée.



Perte de prospérité

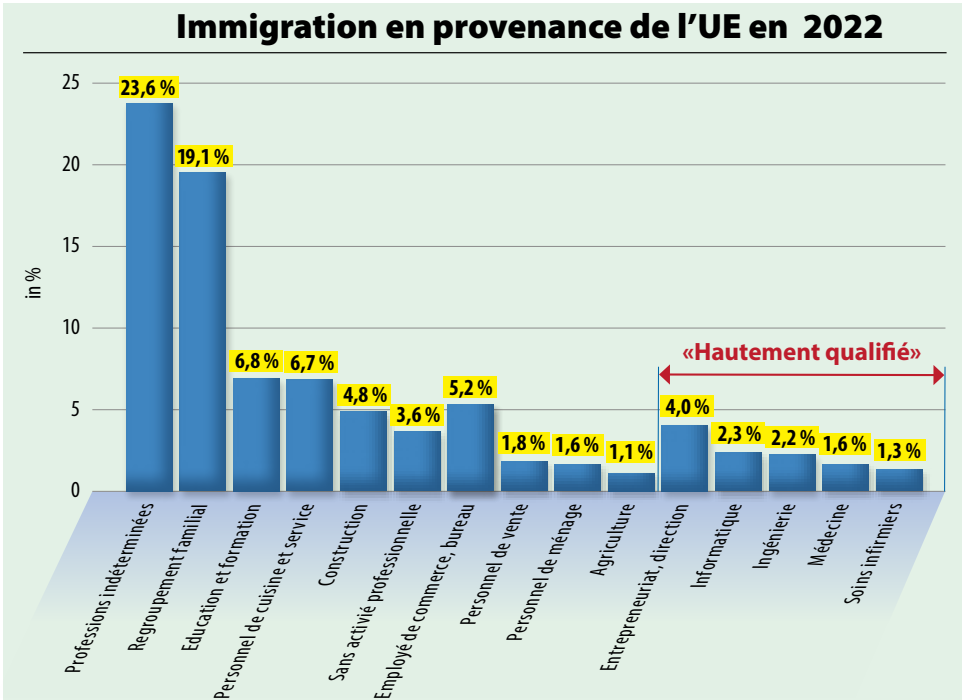
La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas du tout des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référerait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :



Sauvons ensemble notre belle Suisse



Par Jacques Nicolet, agriculteur, conseiller national et président de l'ASSAF, Lignerolle (VD)

En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger. C'est pourquoi l'initiative de durabilité « Pas de Suisse à 10 millions » a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.



Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



Manfred Bühler, conseiller national, maire, président UDC Berne, avocat, Cortébert (BE)

En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d’asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d’asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s’améliorer qu’en supprimant la possibilité de déposer des demandes d’asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aargau (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d’Aargau (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d’asile ?
Non ; avec le centre d’hébergement cantonal pour demandeurs d’asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n’avons pas l’intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d’asile devez-vous prendre en charge et combien d’entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d’asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s’ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d’entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l’asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d’entre eux et l’admission provisoire à 20 % d’autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l’aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l’aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l’aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d’autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l’argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d’un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25’000 francs par mois. Lorsque l’APEA (Autorité de la protection de l’enfant et de l’adulte) intervient, et c’est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l’heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l’école. Lorsqu’il y a un placement à l’extérieur, nous parlons de coûts entre 7’000 et 15’000 francs par mois et par enfant. C’est l’autorité de protection de l’enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d’asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c’est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n’ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n’attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s’ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l’aide sociale.

Dans de nombreuses écoles, il n’y a pratiquement plus d’enfants qui ne sont pas issus de l’immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d’été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d’allemand lorsqu’ils entrent au jardin d’enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d’entre eux ont besoin d’un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d’innombrables études qui prouvent qu’à partir d’un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n’est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d’asile et d’immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d’asile. Qu’entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n’aurait pas une seule demande d’asile. Mais aujourd’hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu’ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d’autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d’asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l’industrie sociale de l’asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l’aide sociale dans le canton d’Argovie (tous les montants sont exonérés d’impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26’472.00 CHF
	Logement	16’800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3’500.00 CHF
	Quote-part	2’100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d’intégration/occupation	7’200.00 CHF
	Cours de français	3’500.00 CHF
	Primes LAMal	11’920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2’200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4’800.00 CHF
--	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

	75’963.00 CHF
--	----------------------

Chaos de l’asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d’argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu’au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l’insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l’UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d’asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d’asile arrivent dans notre pays avec l’aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d’immigrés en quête d’asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l’aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l’aide sociale originaires d’Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s’élève aujourd’hui à plus de 38’000 personnes. Le taux d’aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d’Afrique, d’Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d’Afrique, d’Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c’est-à-dire à nous. Et il ne s’agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s’ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème vote UDC le 22 octobre



pays sûrs et choisissent leur terre d’asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d’origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l’asile se manifeste également dans l’application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65’126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d’entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l’asile !

2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s’ajoutent aux 4 milliards) ! Cela représente 450 francs d’impôts par personne et par an (ou 1’800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« L'idéologie du genre » s'imisce de plus en plus dans la politique

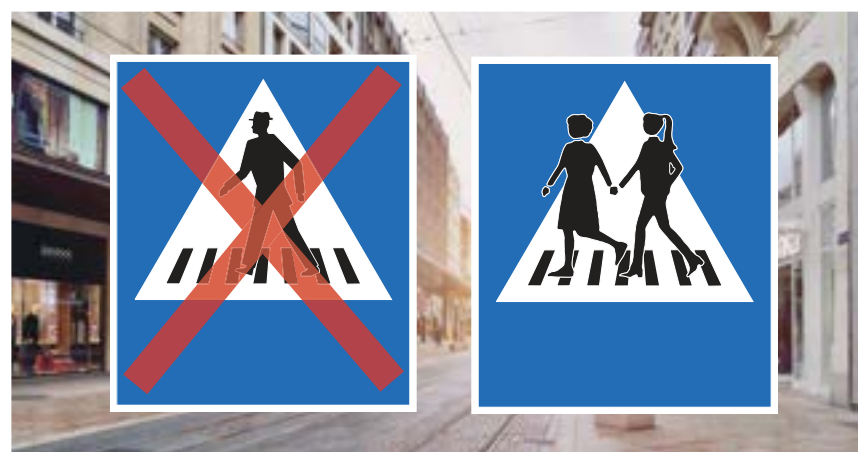
Une excroissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s » ; « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là. »

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans le mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49 % net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10 % au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31 % depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20 % des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

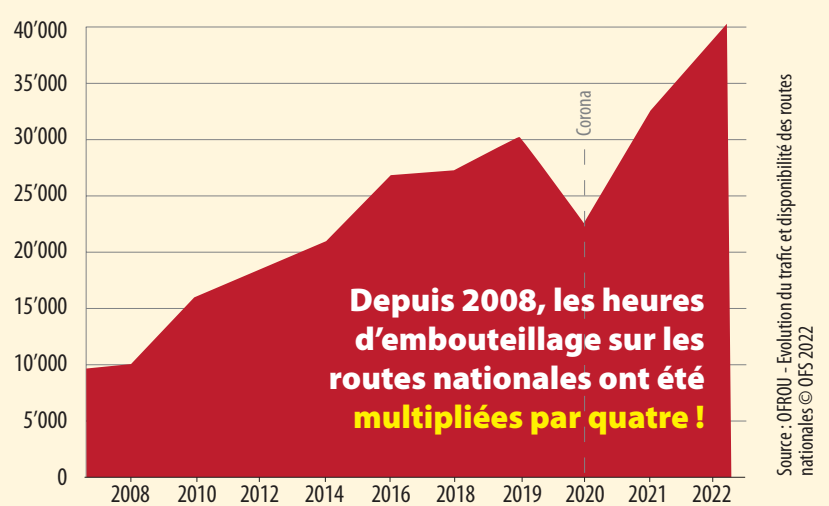
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 – 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours



Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ? (01.)

- ☐ 180'000 = Vo
☐ 90'000 = Re
☐ 150'000 = Mi



A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ? (02.)

- ☐ 1 Mrd = i ☐ 2,5 Mrds = p
☐ 4 Mrds = t



Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ? (03.)

- ☐ Expulser les criminels étrangers = l
☐ Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e



Quel est le but des théories du genre ? (04.)

- ☐ Une mise sous tutelle politique = z
☐ Une meilleure orientation = p

Quel est le slogan électoral de l'UDC (05.)

- ☐ Pour un avenir sûr et libre = U
☐ Pour un avenir libre et sûr = M



Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ? (06.)

- ☐ Malheureusement aucun = EN
☐ Déjà 2 = DC

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- ☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- ☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- ☐ Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- ☐ Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- ☐ Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- ☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- ☐ Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- ☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

(01.) (02.) (03.) (04.) (05.) (06.)

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

www.udc.ch



ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre du Valais romand | www.udc-valais.ch



REPRENDS LE CONTRÔLE !

DÉMOCRATIE

SÉCURITÉ

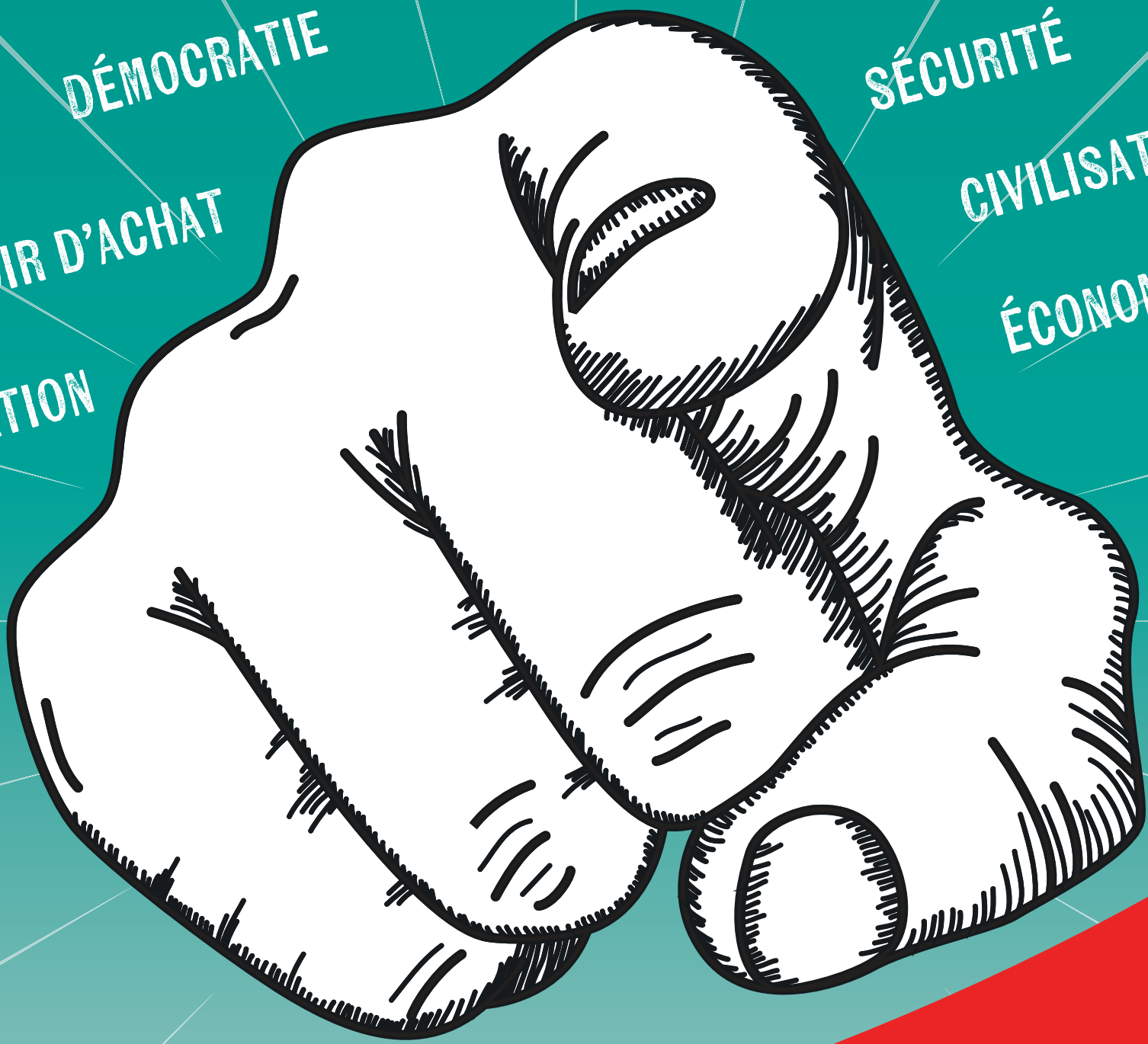
CIVILISATION

ÉCONOMIE

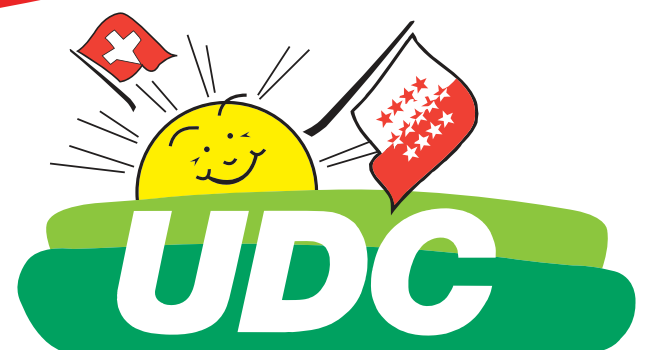
POUVOIR D'ACHAT

IMMIGRATION

ÉNERGIE



VOTE UDC !





LISTE N°15

Liste UDC Valais romand



Jean-Luc Addor

- + Conseiller national
- + Président de PROTELL
- + Avocat
- + Savièse

« Je continuerai à défendre le pouvoir d'achat des Valaisans, la place des cantons de l'arc alpin face aux cantons de plaine et l'autonomie la plus grande possible de la Suisse dans tous les domaines. »



Julien Besson

- + Député-suppléant
- + Patron du Britannia Pub, Martigny
- + Saillon

« Je m'engage pour un pays sûr dans lequel chacun peut vivre en liberté. Un endroit où nous pouvons vivre de notre travail et où nous prenons soin les uns des autres, particulièrement de nos retraités qui ont œuvré toute leur vie au service du pays. »



Mathias Delaloye

- + Président du Grand Conseil
- + Négociant-encaveur, dipl. ES Changins
- + Ardon

« Nous devons revenir aux besoins essentiels en renforçant notre autonomie sur les plans énergétique, économique et alimentaire. Il est essentiel de valoriser la terre et la production nationale car nous avons des produits de qualité ! »



Grégoire Emonet

- + Ancien député-suppléant
- + Agriculteur
- + Sembrancher

« Je défends les régions de montagne et les vallées latérales. Il est important de conserver des services de proximité et une agriculture de qualité dans nos vallées alpines. »



Cyrille Fauchère

- + Député, conseiller communal
- + Collaborateur scientifique UNI FR, Historien
- + Bramois

« La Suisse est à bien des égards un État modèle. La défense de notre indépendance, de notre souveraineté, de nos traditions et de notre mode de vie sont mes priorités. L'intérêt du citoyen et ses libertés doivent être au centre de nos préoccupations. »



Jean-Philippe Gay-Fraret

- + Député-suppléant
- + Employé de commerce, responsable RH
- + Evionnaz

« Je défends une vraie politique sociale au service de nos aînés, des plus faibles et de la classe moyenne. Nous devons défendre les valeurs de notre civilisation chrétienne et lutter pour maintenir nos traditions et notre culture. »



Blaise Melly

- + Député, conseiller général
- + Professeur d'économie à l'Université de Berne
- + Sierre

« Je m'engage pour les libertés individuelles qui sont aujourd'hui attaquées tant par l'État que par la censure "woke". La liberté n'est pas seulement le meilleur moyen d'atteindre la prospérité mais elle constitue un but en soi. »



Cynthia Trombert

- + Députée
- + Thérapeute en médecine naturelle, secrétaire de direction
- + Val-d'Illiez

« Je suis une femme de terrain engagée dans la défense des intérêts des familles, des agriculteurs, des éleveurs, des PME et des petits commerçants. A l'écoute de vos préoccupations, je m'engage à vous soutenir et à vous représenter en politique. »

LISTE N°16

Liste UDC Liberté et Démocratie



Béatrice Délez

✚ Fonctionnaire de police
✚ Ovronnaz

« Je défends une Suisse neutre et indépendante dans laquelle nous pouvons vivre en sécurité et qui privilégie les intérêts de ses citoyens avant ceux des autres. Soutenons ceux qui se battent pour notre sécurité, ceux qui aident et soignent nos citoyens. »



Giuseppe Di Donna

✚ Chargé de cours dans une Haute Ecole
✚ Sion

« Je suis prêt à me battre pour une Suisse et un Valais qui soient entre les mains des Suisses et des Valaisans et pas des autres. Personne ne doit nous dicter quoi acheter, quoi croire, comment penser. Nous luttons pour une Suisse et un Valais libres. »



Thierry Fischer

✚ Collaborateur logistique à la Chancellerie d'Etat
✚ Monthey

« Défense de nos valeurs patriotiques, de nos retraités, de notre armée de milice et contre toutes attaques politiques et diplomatiques à l'encontre de notre pays. »



Ana Catarina Iten

✚ Courtière en immobilier
✚ Conthey

« Défendons notre pouvoir d'achat et arrêtons de donner de l'argent partout dans toute l'Europe, les Suisses d'abord ! Mettons aussi les moyens pour une politique de sécurité efficace afin que chacun se sente bien dans un pays sûr ! »



Georges Lauener

✚ Conseiller général
✚ Ingénieur en Génie Civil EPFL
✚ Sion

« Je m'engage pour que nous puissions conserver notre qualité de vie et notre liberté. Reprenons le contrôle de nos institutions, de nos vies et de notre nation ! »



Yves Nicolet

✚ Retraité
✚ Isérables

« J'aimerais que la Suisse soit gouvernée par des politiques responsables et que les minorités n'imposent pas leur vision à la majorité de la population. Nous ne devons pas oublier les aînés qui ont œuvré toute leur vie au service de la patrie ! »



Kevin Pellouchoud

✚ Vice-président de l'UDC du Valais romand
✚ Chef de campagne
✚ Instituteur
✚ Conthey

« Construire l'avenir c'est avant tout respecter l'héritage de nos anciens. Revenons à l'essentiel en respectant la terre et nos agriculteurs. Défendons notre patrimoine et notre histoire pour continuer de vivre libres dans un pays prospère et sûr. »



Patrick Sägesser

✚ Entrepreneur indépendant
✚ Montana

« Au CN je mettrai tout en œuvre pour stopper l'immigration excessive, préserver la liberté/neutralité de notre pays, je défendrai notre culture et nos valeurs familiales. Nous bâtissons un avenir solide et équilibré en nous basant sur nos traditions. »



Pour un engagement clair pour les citoyens



Cynthia Trombert,
Députée au Grand Conseil,
Candidate au Conseil national

J'ai soutenu les parents, les enfants et les jeunes du collectif face aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19, j'ai œuvré pour faire entendre leur voix et pour trouver des solutions adaptées à leurs besoins.

La préservation de nos libertés est un droit fondamental et une valeur qui nous unit tous. Je me suis engagée à défendre nos droits individuels et collectifs, à protéger notre démocratie directe et à lutter contre toute forme d'oppression ou de restriction de nos libertés fondamentales pendant la période COVID, comme l'a été ce pass sanitaire totalement inacceptable.

L'agriculture est une base de notre économie et de notre identité nationale, avec nos agriculteurs qui font face à

En tant que députée et membre de la Commission de la sécurité publique, présidente UDC du district de Monthey et présidente du collectif Parents Valaisans, je souhaite vous présenter un bilan de ma législature et partager avec vous les réalisations concrètes qui ont pu être accomplies grâce à votre confiance et à notre engagement commun.

de nombreux défis ces dernières années, comme les dernières votations où nous avons dû avoir une étroite collaboration pour trouver des solutions durables qui préservent notre patrimoine agricole et pour garantir des conditions justes pour leur travail acharné. Les éleveurs qui actuellement sont confrontés à des difficultés croissantes en raison de la pression exercée par le loup sur leurs troupeaux.

En tant que membre de la Commission de la sécurité publique, j'ai contribué activement aux débats et aux prises de décisions concernant les enjeux de sécurité qui impactent notre communauté.

Être sur le terrain et à l'écoute des citoyens est primordial pour pouvoir les

représenter efficacement au niveau politique. C'est avec cet engagement que j'ai travaillé pendant ces deux années de législature. Je suis convaincue que, grâce à cette approche, nous pourrions construire un avenir meilleur pour tous.

Il est grand temps pour les citoyens de réagir et de revenir aux fondamentaux, aux valeurs et aux besoins qui partent de l'être humain, qui choisit ce qui est bon pour lui, et non de se faire imposer la pensée et les produits qui vont avec cette manipulation !

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers vous, qui m'avez accordé votre confiance et votre soutien, ainsi que pour la suite, dans ma candidature au Conseil national cet automne ! ★

Qu'est-ce que le Valais ?

Le Valais, c'est surtout les personnes qui y vivent. Des gens généreux, purs et honnêtes, dont la gentillesse n'a d'égale que leur hospitalité.



Mathias Delaloye,
Président du Grand Conseil,
Candidat au Conseil national

Le Valais, c'est l'agriculteur qui aime sa terre plus que tout et se souvient de ce dicton de Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ». Le Valais, c'est l'opiniâtre grand-papa de près de nonante ans qui trouve encore les forces pour cultiver son jardin potager. Le Valais, c'est cette femme, qui au-delà des apparences que son mari aimerait donner, porte la

culotte à la maison. Le Valais, c'est cet enfant qui pose les questions qui dérangent au repas de famille sans aucune gêne car nous vivons sur une terre de tolérance et de liberté d'expression. Le Valais, c'est ce sportif qui est capable de dépasser ses limites tout en n'oubliant pas de partager le verre de l'amitié à l'arrivée. Le Valais, c'est cette incroyable solidarité lorsqu'on se dit Valaisan avant d'être Suisse.

Je suis fier de nos fêtes et de nos festivals, où nous célébrons la richesse de notre culture en nous rassemblant autour de la musique, de la danse, de la raclette et surtout du vin.

Le Valais, c'est plus qu'un simple canton. Le Valais, c'est un état d'esprit. C'est un sentiment de fierté que nous partageons avec tout ceux qui chérissent les traditions, le paysage et les personnes qui y habitent. C'est le lien commun que nous avons les uns avec les autres, transcendant les différences de langues et d'opinions.

Le Valais c'est tout simplement un bout de Paradis.

C'est pour ce Valais que je désire m'engager à Berne. ★

Oser et assumer



Blaise Melly,
Député au Grand Conseil,
Conseiller général,
Candidat au Conseil national

Un thème me tient particulièrement à cœur, celui des libertés individuelles et de leur corollaire, la responsabilité. La liberté constitue la condition nécessaire à notre développement scientifique, économique et démocratique. Alors que nous pouvions la considérer comme garantie en Suisse, elle subit dorénavant des attaques sans précédent.

La liberté de s'exprimer est limitée de plus en plus fréquemment, soit par des lois qui retirent certains sujets du débat autorisé, soit par la pression sociale et médiatique qui censure ceux qui ne pensent pas comme la majorité. Or, le développement scientifique n'est possible que s'il existe la liberté de critiquer les positions dominantes. De même, la démocratie ne peut vivre que

grâce au débat, qui doit pouvoir se tenir sans tabou.

Nous avons subi ces dernières années des restrictions sans commune mesure. Durant la pandémie de coronavirus, l'État a imposé des mesures qui auraient semblé absurdes quelques mois auparavant. Sans aucun fondement scientifique, un certificat a été introduit et des étudiants ont été for-

cés de se faire vacciner. À peine finie cette crise sanitaire, nous sommes passés à une crise énergétique qui sert et servira de prétexte pour imposer d'autres restrictions. Par-dessus tout, on exploite la crise climatique pour vous culpabiliser et justifier encore d'autres interdictions et d'autres taxes. Durant deux législatures au Grand Conseil, j'ai défendu ces idées avec

courage, rigueur et droiture. Je vous propose donc aujourd'hui ma candidature au Conseil national. Je suis convaincu que mes connaissances professionnelles ainsi que mon expérience politique me permettront de défendre efficacement nos valeurs à Berne. ★

Ensemble, défendons notre pouvoir d'achat !

Prix des carburants en hausse, factures d'électricité et de gaz qui explosent, hausse des primes d'assurance-maladie, et j'en passe... Les Valaisans n'en peuvent plus ! Je les comprends. Et je veux continuer à m'investir pour eux.

Les Suisses qui ont travaillé toute leur vie et ceux qui travaillent encore ont le droit de vivre dignement. C'est le sens de mon engagement depuis huit ans au Conseil national.

Protégeons donc les travailleurs qui font face à la concurrence des frontaliers et au dumping salarial et social ! Avant de verser les milliards exigés par l'UE, pensons à tous ceux qui, dans notre pays, peinent à boucler leurs fins de mois ! Ayons le courage

d'expulser les étrangers qui profitent de l'aide sociale et de nos assurances sociales pour en réserver le bénéfice à nos concitoyens qui en ont vraiment besoin ! Pour garantir la mobilité de tous dans les régions périphériques, réduisons les taxes sur l'essence !

Comment par ailleurs expliquer aux retraités que la Suisse n'aurait pas les moyens d'indexer modestement leurs rentes alors qu'elle engage des milliards pour sauver une banque qui a joué au casino et qui a perdu ? En complément à mon engagement de toujours pour défendre l'identité et l'indépendance de notre Pays, je veux faire une priorité des domaines-clés dans lesquels se jouent nos conditions de vie : assurance-maladie, AVS/LPP, mais aussi un approvisionnement sûr en énergie à des prix abordables pour nos entreprises et nos ménages.

C'est ainsi, en effet, que je conçois mon action : au service des Valaisannes et des Valaisans, pour un Valais fort. ★



Jean-Luc Addor,
Conseiller national,
Candidat au Conseil des Etats

Servir la Suisse sans l'asservir



Cyrille Fauchère,
Député, Conseiller communal
Candidat au Conseil national

En regardant modestement par-dessus son épaule, on se félicite d'avoir été actif au sein de son parti politique depuis plus de vingt ans. Des fonctions internes de cadre au sein de l'UDCVR à celles publiques d'élu à différents mandats, la satisfaction naît autant des choses réalisées que du seul service de ses semblables. A celle-ci s'ajoute un sentiment de fierté d'être devenu l'un de leurs ambassadeurs, ce qui nous incite à poursuivre nos missions avec courage et désintéressement. Se mettre au service du citoyen par un engagement aussi solennel que celui

L'esprit de milice fait partie des richesses culturelles de notre pays. Patrimoine immatériel remontant à l'aube de la Suisse, il rythme nos engagements en société, dans des institutions comme l'armée et les pompiers, dans la vie associative et surtout en politique.

de représentant à la Chambre du peuple est un acte fort. Il convient d'adopter non seulement une certaine humilité face à l'ampleur de la tâche, mais il faut également et surtout s'investir avec force et détermination. La Suisse est un modèle dans bien des domaines. La paix sociale, la démocratie directe et l'égalité des chances qui est garantie par le système de formation solide et un esprit d'entreprendre transmis de génération en génération doivent non seulement perdurer, mais peuvent aussi être exportées. Par trop souvent le Gouvernement et le Parlement se sont inclinés face à des États ou des institutions supranationales qui devraient pourtant être des partenaires. Ces menaces mettent en

péril notre souveraineté et notre identité. Insidieuses, elles proviennent parfois de l'extérieur - technocratie européenne, jurisprudence étrangère, impérialisme financier - mais aussi de l'intérieur. Perte de notre identité nationale, abstraction de notre culture judéo-chrétienne, déconstruction d'un mode de vie qui a fait ses preuves, asservissement moral et financier du citoyen sont autant de coups bas portés à notre héritage patrimonial, matériel, industriel et culturel. Il s'agit de mettre un terme à cette dégringolade en réaffirmant que notre pays est un État modèle, moderne et généreux. Votez UDC ! ★

Retrouver notre qualité de vie

Actuellement député-suppléant au Grand Conseil et membre de la commission interparlementaire des HES-So, j'interviens particulièrement sur des questions touchant à l'éducation, la préservation de nos valeurs, la qualité de nos transports ou encore des questions sociales. Voici en quelques lignes ma vision de notre société.



Jean-Philippe Gay-Fraret,
Député-suppléant au Grand Conseil,
Candidat au Conseil national

Ces trente dernières années, l'immigration a fortement augmenté la population de notre pays, amenant entre autres à la perte de surfaces agricoles, la saturation de nos infrastructures de transports, ou encore à une augmentation de la criminalité et des revendications communautaristes. J'estime justement que chaque habitant de ce pays a le droit à cette qualité de vie suisse que tant de personnes à l'étranger nous envient. Avant d'accueillir encore plus, d'arriver à 10 millions d'habitants, soignons la qualité de vie des personnes déjà présentes, car les défis sont importants pour toutes les générations. Les personnes âgées sont confrontées à des retraites permettant à peine de vivre, alors qu'elles ont travaillé dur toute leur vie. Il en est de même face à des coûts d'assurance-maladie constamment à la hausse. Pour notre jeunesse, je vois une énorme perte de repères et de sens de la vie. Actuellement, nous en arrivons même à nier l'évidence biologique d'un homme et d'une femme.

Il est temps de redonner du sens à la vie et à la liberté. Celle de pouvoir entreprendre, sans faire crouler les entrepreneurs et les privés sous la bureaucratie, l'augmentation des taxes et le tout-juridique. D'éviter de toujours plus étatiser, augmentant les budgets de l'Etat et au final nos impôts. Mais plutôt en laissant une grande marge de manœuvre aux communes et aux cantons ainsi que la responsabilité individuelle aux citoyens, que cela soit dans la protection de l'environnement avec des incitations mais sans contrainte ou dans l'éducation des enfants, en particulier en matière de santé et de sexualité, qui doit être laissée à l'appréciation des parents. L'argent de nos impôts part trop souvent dans des programmes à l'étranger ou dans des mesures sociales arrosiers. Cependant, on devrait plus souvent aider les personnes dans le besoin. Un coup dur peut arriver à tous, mais il faut arrêter de perfer durant des années certaines personnes. Un changement de paradigme doit s'opérer, surtout un certain équilibre, permettant de retrouver notre qualité de vie et d'en faire profiter le maximum de la population, en particulier la classe moyenne. Si vous partagez ma vision, je vous remercie d'avance de votre soutien. ★

EN SAVOIR PLUS
SUR TOUTS NOS CANDIDATS



WWW.UDC.CH/CANDIDATS

Soutenir la restauration

La restauration a toujours été un métier sûr où personne n'aurait imaginé se retrouver sans travail, jusqu'à ce jour du 11 mars 2020.



Julien Besson,
Député-suppléant au Grand Conseil,
Candidat au Conseil national

Dès cette funeste date, nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain

sans activité. Notre branche a été touchée au point de fermer nos établissements 8 mois en deux ans ! Ce qui n'a pas été des plus simples à gérer, autant financièrement que psychologiquement parlant. Nos défis aujourd'hui sont multiples. Nous finissons la crise COVID par la guerre en Ukraine. Depuis cette période, l'inflation est importante à tous les niveaux, autant énergétiques que logistiques, car nos marchandises ont pris l'ascenseur. Nous devons adapter les coûts en fonction des marges pour ne pas subir de faillite dans les mois à venir. La pénurie de personnel dans la restauration n'est plus à démontrer. La problématique nous demande de nous

rapprocher de la génération Z qui fonctionne différemment et qui n'a pas le même objectif de vie, surtout vis-à-vis du travail, que les autres générations. C'est pour cela que la formation professionnelle est un point important ; nous devons motiver les jeunes et les former pour un avenir qui un jour sera le leur. Le manque de main-d'œuvre étrangère nous met en difficulté constamment. Nous devons réactualiser l'image de la branche et continuer d'améliorer les conditions de travail, comme on l'a fait sur la dernière convention collective (+3% d'augmentation, jusqu'à +40.- selon la formation, 5 semaines de vacances et six jours fériés). ★

Semer aujourd'hui pour récolter demain

L'agriculture est d'une importance vitale pour nos régions alpines. Elle contribue à préserver nos paysages et notre patrimoine culturel. Soutenir les agriculteurs est essentiel pour assurer un développement économique durable et maintenir au maximum notre autonomie alimentaire.



Grégoire Emonet
Ancien député-suppléant, agriculteur,
Candidat au Conseil national

Au-delà de sa dimension économique, l'agriculture incarne notre identité, notre héritage culturel et notre patrimoine naturel. Les exploitations agricoles préservent nos paysages alpins. Les agriculteurs sont confrontés à différents défis tels que les contraintes géographiques, les variations climatiques, la pression des grands préda-

teurs ainsi que des charges administratives et normes toujours plus exigeantes. Malgré ces difficultés, ils jouent un rôle essentiel dans le maintien de la biodiversité. Soutenir notre agriculture est donc une priorité, cela contribue à maintenir des emplois locaux, à dynamiser l'économie régionale et à renforcer

notre autonomie. Les produits agricoles suisses sont réputés pour leur qualité, ce qui favorise également le développement du tourisme rural. Pour leur assurer un avenir prospère, il est crucial de mettre en place des politiques adaptées. Cela implique un soutien financier adéquat, une meilleure gestion des grands prédateurs

ainsi qu'une diminution des charges administratives. En tant que candidat, je m'engage à défendre les intérêts de nos agriculteurs. Je veux œuvrer pour le maintien d'une agriculture durable et productive. Ensemble, nous devons préserver notre héritage rural et assurer un avenir prospère à notre pays. ★

EN VOTANT **UDC**, TU...

REPRENDS LE CONTRÔLE !

POUVOIR D'ACHAT



- **soutiens** une vraie politique de bon sens en matière d'approvisionnement énergétique qui réduit la facture pour tous
- **favorises** une baisse des impôts, des taxes et des redevances
- **permets** de maîtriser les coûts de la santé et de réduire les primes d'assurance-maladie
- **rends** possible une limitation des hausses de loyer

DÉMOCRATIE



- **protèges** la démocratie directe
- **renforces** les citoyens
- **défends** le fédéralisme
- **combats** la centralisation étatique
- **limite** la bureaucratie
- **garantis** l'indépendance de la Suisse

ÉNERGIE

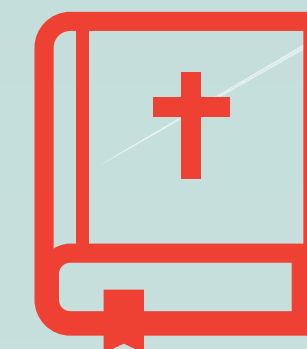


- **consolides** la souveraineté énergétique de la Suisse et des cantons
- **sécurises** l'approvisionnement énergétique pour les citoyens et les entreprises
- **assures** une production d'électricité bon marché et sans coupures grâce aux centrales nucléaires et hydrauliques
- **soutiens** une production et une consommation énergétique locale

SÉCURITÉ



- **mets** fin au laxisme des autorités
- **encourage** la fin de l'impunité de la délinquance
- **permets** une application plus ferme et plus juste de la justice
- **soutiens** un durcissement des normes Schengen



CIVILISATION

- **combats** l'ensauvagement de la société
- **favorises** la reprise en main de l'enseignement et de l'école publics
- **permets** d'en finir avec l'idéologie diversitaire et ses dérives insensées
- **donnes** au pays les moyens de conserver et de transmettre nos traditions
- **défends** notre culture et notre langue



IMMIGRATION

- **luttés** contre l'immigration de masse
- **amorce** une révision des règles centralisatrices et idéologiques en matière d'aménagement du territoire
- **réduis** la pression sur le logement
- **soutiens** une politique qui soulagera l'engorgement du réseau routier
- **favorises** la préférence nationale à l'embauche

ÉCONOMIE



- **t'assures** que les crises bancaires ne surviennent plus et que dans tous les cas, les citoyens ne passeront pas à la caisse
- **défends** une monnaie forte, garantie par l'Etat
- **garantis** l'existence du paiement en liquide
- **favorises** une économie réelle, à visage humain et fondée sur l'artisanat, l'industrie et les services de qualité
- **votes** pour le seul parti qui soutient réellement les PME, les artisans, les indépendants, les commerçants et les agriculteurs
- **valorises** celles et ceux qui travaillent pour créer de la richesse, des emplois et une meilleure qualité de vie pour tous



L'UDC proche de vous...

Alors que tous les autres partis se distinguent par un clientélisme institutionnalisé et une approche déconnectée des réalités, l'UDC est composée de citoyens ordinaires, patriotes, travailleurs, engagés par des convictions et proches du terrain. Nos candidats sont de ceux-là.



Tu veux rejoindre une équipe sympa ?

Adhère à l'UDC !



www.udc.ch/participer/devenir-membre

Pour le Conseil des Etats : Un vrai choix pour les Valaisans

Pour être entendu au Conseil des Etats, le Valais doit y parler d'une seule voix.

Cette voix sera d'autant plus forte qu'elle parlera non pas seulement au nom d'un tiers, mais de plus de la moitié des Valaisannes et des Valaisans, du Haut comme du Valais romand.

Notre canton doit avoir à la Chambre des cantons deux personnalités expérimentées et complémentaires. Sa représentation ne trouvera l'équilibre qui aujourd'hui lui manque qu'en

marchant sur deux jambes. Après deux législatures au Conseil national, avec un réseau dans les deux Chambres et dans tous les partis, c'est ce que je suis aujourd'hui en mesure d'apporter. Plutôt qu'un monopole dépassé, choisissez le pluralisme !

Pour un Valais fort. ★



« Plutôt qu'un monopole dépassé, choisissez le pluralisme. »

Jean-Luc Addor,
Conseiller national,
Candidat au Conseil des Etats

JEAN-LUC ADDOR POUR UN VALAIS FORT

#primesmaladie #indépendance #sécurité
#énergieabordable #emplois #familles



www.jladdor.ch



LISTE N°17

Liste Jeunes UDC Valais central



Antoine Augsburg

✚ Electronicien
✚ Chamoson

« Je défends une politique énergétique pragmatique et responsable. Je m’oppose à la culture de la déconstruction que la gauche tente de nous imposer par tous les moyens. Je veux mettre en avant les idées qui font la force de notre nation libre. »



Yacine Besson

✚ Apprenti installateur sanitaire
✚ Chamoson

« Je souhaite me battre pour préserver la Suisse telle que nos anciens l’ont pensée et léguée. Je m’engage pour une Suisse neutre, indépendante, souveraine et libre ! »



Gwendoline Bourban

✚ Assistante dentaire
✚ Nendaz

« Je m’engage pour protéger nos valeurs et nos traditions, pour préserver la neutralité de la Suisse et que pour les Suisses passent avant les autres. »



Océane Crettaz

✚ Horticultrice paysagiste
✚ Salins

« Nous devons défendre notre agriculture et renforcer la production nationale afin de viser à l’indépendance alimentaire. Des circuits courts c’est l’assurance de maintenir des produits de qualité. »



Anthony Lomma

✚ Apprenti gestionnaire de commerce de détail
✚ Conthey

« Je veux défendre nos libertés individuelles et m’engager pour une démocratie vivante dans laquelle chacun peut trouver son espace et s’épanouir en homme libre tout en préservant notre identité nationale. »



Léonard Martin

✚ Vice-président des Jeunes UDC du Valais romand
✚ Etude en brevet fédéral de spécialiste en conduite d’équipe
✚ Chamoson

« Je me suis toujours battu pour les institutions et la nation et j’estime qu’il faut contribuer à faire passer des idées à travers l’engagement politique, surtout en se présentant aux élections. »



Louis Pitteloud

✚ Mécanicien poids-lourds
✚ Vex

« J’aimerais redonner ses lettres de noblesse au système éducatif, afin de préparer au mieux les générations futures à affronter les défis de la vie. Il ne faut pas oublier qu’ouvrir une école c’est avant tout fermer une prison. »



Valentin Reynard

✚ Député-suppléant
✚ Président des Jeunes UDC du Valais romand
✚ Machiniste
✚ Savièse

« Je m’engage pour que la jeunesse puisse s’épanouir dans un pays libre et sûr. Je refuse le diktat de l’idéologie de gauche qui veut déconstruire notre civilisation et laisser des citoyens déracinés et sans valeurs. »

LISTE N°18

Liste Jeunes UDC Bas-Valais



Brice Achermann

✚ Ingénieur qualité
✚ Miex

« Je m'engage pour une Suisse fière de son identité et consciente des défis à venir. »



Ismaël Berdayes

✚ Machiniste
✚ St-Maurice

« Je veux montrer que la jeunesse a sa place en politique et qu'elle doit prendre son destin entre ses mains en s'engageant pour garder une Suisse forte. »



Adrien Chappot

✚ Apprenti gestionnaire de commerce de détail et conseiller funéraire
✚ Leytron

« Je défends la souveraineté de notre pays. Nous devons garder la maîtrise de notre patrie en gardant les pieds sur terre et en appliquant une politique de neutralité stricte. »



Marie-Bertrande Duay

✚ Présidente des Femmes UDC romandes
✚ Avocate stagiaire
✚ Martigny

« Je me présente pour construire notre Suisse de demain sur des fondements traditionnels. La liberté, la neutralité et l'indépendance sont les bases de notre démocratie, je m'engage à les préserver et les renforcer. »



Pierre Gabioud

✚ Agriculteur
✚ Martigny

« Je m'engage pour que la Suisse reste la Suisse et qu'elle ne se laisse pas abuser par le système européen qui nous condamne à la soumission et à la perte de notre liberté de peuple souverain. »



Bryan Perrig

✚ Laborantin
✚ Val-d'Illiez

« Je m'engage pour défendre le pouvoir d'achat des citoyens et pour la fin de la hausse systématique des prix dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'énergie. »



Jean-François Ramé

✚ Etudiant au collège
✚ St-Maurice

« J'ai choisi de m'engager à l'UDC car c'est le seul parti osant tenir des propos francs et assumés sur des problématiques actuelles comme l'immigration incontrôlée ou bien le wokisme. Nous sommes le seul parti à proposer des solutions concrètes ! »



Alina Sula

✚ Employée dans la restauration
✚ Martigny

« J'ai à cœur de m'engager pour défendre une Suisse libre, neutre et indépendante où chacun peut vivre et s'épanouir avec le sentiment d'être en sécurité. »



Voici comment voter correctement pour le Conseil national et le Conseil des Etats



1. Ouvrez l'enveloppe où vous trouverez :

- 1. le bulletin électoral pour le Conseil des Etats
- 2. les bulletins électoraux pour le Conseil national
- 3. la feuille de réexpédition



2. Le bulletin électoral pour le **Conseil des Etats** :

Cochez **Jean-Luc Addor** puis placez la liste dans l'enveloppe de vote.



3. Pour le **Conseil national**, placez une seule liste UDC dans l'enveloppe de vote.



4. Prenez la feuille de réexpédition sur laquelle vous **collez** votre étiquette personnelle et que vous **signez**.



5. Placez le tout dans l'enveloppe à fenêtre et :

- déposez-la **avant le scrutin** dans l'urne prévue à cet effet dans vote commune
- ou**
- affranchissez-la et envoyez-la **par la Poste** en courrier A



Remarques importantes

Pour le Conseil national :

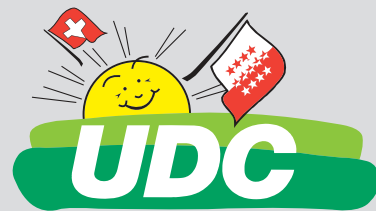
- Une **seule liste** dans votre enveloppe de vote : N°15, 16, 17 ou 18
- Maximum **8 noms** sur votre liste
- Cumul possible **1x par candidat** (max. 2x le même nom)
- Si vous choisissez un **bulletin vierge** (sans dénomination), ajoutez un N° de liste en entête : N°15, 16, 17 ou 18



Des questions ?

Des questions sur notre programme, nos candidats ou sur la manière de voter ?

Envoyez-nous un e-mail : internet@udc-valais.ch



Soutenez-nous !

Faites un don !

IBAN
CH29 0900 0000 1777 3505 2

UDC du Valais romand
CP 1304 - 1951 Sion

MERCI !

Informations supplémentaires :
Elections 2023 - Don

Récépissé

Compte / Payable à
CH29 0900 0000 1777 3505 2
UDC du Valais romand
CP 1304
1951 Sion

Payable par (nom/adresse)

└

└

Monnaie Montant
CHF

└

Point de dépôt

Section paiement



Monnaie Montant
CHF

└

└

Compte / Payable à
CH29 0900 0000 1777 3505 2
UDC du Valais romand
CP 1304
1951 Sion

Informations supplémentaires
Elections 2023 - Don

Payable par (nom/adresse)

└

└

└